

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON METROPOLE

40 avenue du Drapeau
21000 Dijon

Références : 2025-288
Code AIOT : 0005401138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement DIJON METROPOLE implanté rue Alexandre Fleming 21000 DIJON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON METROPOLE
- rue Alexandre Fleming 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dijon Métropole exploite une Unité de Valorisation Énergétique (UVE). Les activités sont

réglementées au titre des Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation non Seveso. Les activités sont également visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive) pour la rubrique 3520-a.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a établi des procédures liées aux interventions sur son site et en particulier les travaux par point chaud. Conscient des risques liés à ses installations, il veille à leur application, tant en intervention interne qu'en intervention par des entreprises extérieures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence

d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent

Constats :

L'exploitant présente son dossier de « procédures pour situation d'urgence ».

Il comprend, entre autre :

- Plan listant les zones à risques POI (Plan d'opération interne) selon art 7.1.1 de leur Arrêté Préfectoral d'autorisation. Plan daté de 2017 - GQ93/03/17 (extrait du POI).
- Note « permis de feu » CS/ENV/720 Version 2 le 30/08/2021 avec plan des zones à risque nécessitant un permis feu.

En cela, il répond à la prescription « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion »

Ces plans sont mis à jour en fonction de l'évolution du site.

L'article 5.2 du POI reprend la localisation des cuves de produits dangereux

L'article 5.3 du POI liste les 12 scénarios dangereux retenus par l'exploitant, dont sont ensuite décrits les risques à considérer et les actions attendues en cas d'apparition.

Par sondage, l'inspection a constaté que les risques étaient signalés au droit du danger immédiat avec le rappel des consignes et la Fiche de Données de Sécurité simplifiée affichés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour répondre entièrement à la prescription, il apparaît judicieux de mettre en place une signalisation verticale ou horizontale (panneaux, ou une signalisation au sol) signalant les différents dangers répertoriés par l'exploitant à l'entrée du bâtiment et/ou à l'entrée sur la zone de danger.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les

<p>lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'ensemble des travaux réalisés sur site, un document est édité et déposé à la salle de commande (qui sert de PC de sécurité avec le report de l'ensemble des alarmes et surveillance caméras).</p> <p>A minima, est établi un bordereau d'intervention (travaux courants de maintenance principalement ne présentant pas de danger) ou un plan de prévention de sécurité incluant le permis d'intervention et si nécessaire un permis feu.</p> <p>La procédure « Gestion des permis feu » en révision MO/SECU/004 version 01 du 17/01/2025 est en cours de réécriture et de déploiement.</p> <p>Elle prévoit la mise en place d'un permis d'intervention pour l'ensemble des travaux réalisés sur site (en interne ou par une entreprise extérieure).</p> <p>Concernant l'affichage, l'inspection a constaté, par sondage, que la zone des quais de déchargement en fosse était équipée des panneaux mentionnant l'interdiction de fumer et que l'accès est interdit aux personnes non autorisées.</p> <p>Les consignes liées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au stockage des produits ; - à l'utilisation et/ou utilisation des produits ; - aux premiers secours ; - aux déchets produits. <p>Sont clairement affichées au droit des lieux d'utilisation ou de stockage des produits spécifiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<p>Constats :</p> <p>Fumer est interdit dans l'ensemble des bâtiments présentant un risque d'incendie. L'inspection a pu voir par sondage la présence de panneaux « défense de fumer » et la mise en place de zones fumeurs dédiées à l'extérieur des bâtiments.</p>

Un plan de prévention est établi pour toutes interventions et prévoit si nécessaire la délivrance d'un permis feu..
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié 18 zones probables de départ d'incendie et les a équipées de caméras thermiques.</p> <p>Un plan de prévention est établi pour tous travaux réalisés (même s'il n'y a pas d'obligation réglementaire : durée des travaux, types de travaux...)</p> <p>Ces plans de prévention sont réalisés selon le Modèle ENR/SEC/61 version 1 du 03/09/2018 en version papier et sont archivés sur site.</p> <p>Est présenté à l'inspection le dernier plan de prévention pour une intervention du 12/05/25 sur le four 1 et du 02/06/25 sur le four 2 (mêmes travaux). Les travaux programmés consistent à un décrouitage par explosifs et des travaux de fumisterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en</p>

<p>application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention est établi pour tous types de travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a regardé plus en détail le plan de prévention évoqué au PDC n°4.</p> <p>Il est noté que la visite préalable a été réalisée le 12/05/2024 (erreur : 2025), le jour du commencement des travaux. Il manque une signature sur une des pages du document, ce qui semble être un oubli.</p> <p>Lors de l'inspection préalable, sont abordés et listés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition du matériel spécifique à utiliser (dans l'exemple présent: passerelle d'accès) - la ou les consigne(s) de sécurité et autres documents remis aux entreprises extérieures : Plan de circulation, consignes en cas d'alarme incendie, fascicule de consignes environnementales et énergétiques. <p>Est présent dans ce plan de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des risques : <p>Avec par domaine des risques concernés par l'opération, la nature du risque d'interférence et les mesures de prévention à mettre en place.</p> <p>Pour des travaux identifiés « feu », obligation d'établir un permis feu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse spécifique des risques : <p>Ici nettoyage du four (au moyen d'explosifs) et fumisterie (travaux dans four : chute de hauteur et irritation des voies respiratoires)</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Observations pendant la durée de l'opération - La fiche de renseignement de l'entreprise extérieure : horaire de travail, lieu d'intervention... <p>Le document est signé par l'Entreprise Extérieure et l'exploitant. L'inspection remarque que pour une des 2 entreprises intervenant, la liste des pièces présentées n'est pas remplie (mais la liste est signée des deux parties).</p> <p>Liste des personnes intervenant qui ont daté et signé le document.</p> <p>Deux autres plan de prévention ont été présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Échafaudage - travaux 12/05 et 02/06 - Changement caisson four 2 du 05/06/2025 <p>Pas d'observations sur ces deux plans de prévention (Inspections préalables signées par toutes les parties)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé que lui soit présenté trois permis feu récents.</p> <p>Ils sont rédigés selon le modèle « permis feu » CS/COM/06 version 1 du 28/05/2020 établi et mis en place par l'exploitant.</p> <p>1) Permis feu valable le 06/06/2025 de 8h30 à 18h00 1ere ronde à 16h30 lors de l'arrêt du chantier, puis 2eme ronde à 18h00. Le document est signé à chaque ronde par la personne ayant réalisée cette ronde. La durée de la deuxième ronde est définie sur le permis feu.</p>

<p>2) permis feu valable le 05/06 de 6h00 à 2h00 le 06/06. 1ere ronde à 2h00, 2eme à 3h00</p> <p>3) permis feu valable le 5/6 de 8h30 à 18h00, 1ere à 17h35 puis 18h30</p> <p>Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Néanmoins, l'intervalle de temps entre les deux rondes pourrait être défini par défaut (exemple 2 heures) avec la possibilité d'y déroger selon le lieu et le type de travaux réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recours à des entreprises extérieures pour des travaux spécifiques. Ces travaux font l'objet systématiquement d'un plan de prévention comprenant les mesures de prévention et de sécurité à déployer avant, pendant et après les travaux.</p> <p>En cas de recours à de la sous-traitance de second rang, un plan d'intervention est établi, par l'exploitant, avec l'ensemble des intervenants sur site afin que les consignes de sécurité et les risques liés aux installations spécifiques de l'incinérateur soient connus de tous.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>

Constats :

L'ensemble du personnel interne est formé aux différents risques liés à l'installation. Sur 3 ans, ils reçoivent une formation sur l'utilisation et la manipulation d'extincteurs, la manipulation des RIA (robinets d'incendie armés) et une formation spécifique de lutte contre le feu via un camion simulateur d'incendie.

Par sondage, l'inspection a consulté le plan de formation de l'exploitant et contrôlé les attestations, d'un agent de l'UVE (Formation RIA et extincteur en septembre 2024).

Le plan de formation fait apparaître les dates de renouvellement des habilitations « sécurité incendie - équipier de première intervention »

Les intervenants extérieurs présentent leur « passeport sécurité ». L'exploitant vérifiera que sur ce document figure bien la formation à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie mis en place par le sous-traitant et/ou mis à disposition par l'exploitant. Ce point de vigilance pourrait être formalisé sur le plan de prévention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Selon le type de travaux réalisés (maintenance en interne, sous-traitance...) différents documents sont établis en fin de chantier, principalement :

- Réception de travaux et PV de fin d'intervention
- Bordereaux de travaux
- Bons de travaux (pour les actions en interne afin d'acter la fin de l'intervention et la conformité des travaux réalisés)
- Procédure de déconsignation après travaux

L'inspection s'est fait présenter quatre types de documents :

1) Constat de fin de travaux : Vu constat n°5962

2) Procès verbal de réception « sans réserve » du 05/06/2025

3) Bon d'attachement d'intervention N°1140-032

4) Rapport d'intervention extérieur N°15751 du 03/06/25 accord client/ réception travaux

Ces documents n'apportent pas d'observations particulières de la part de l'inspection.

Pour les opérations nécessitant un permis feu, deux rondes sont effectuées à l'issue du chantier: une à la fin des interventions puis une deuxième entre 1 heure et deux heures après la fin des travaux. Ces rondes sont notées sur le permis feu (voir point de contrôle n°7).

Type de suites proposées : Sans suite